

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4962

[2006/203940]

23 NOVEMBRE 2006. — Décret portant modification du Code wallon du Logement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Aux articles 12, 13 et 187, § 3, du Code wallon du Logement, remplacer les mots "collège des bourgmestre et échevins" par les mots "collège communal".

Art. 2. Aux articles 86, § 6, 103, § 3, 109, § 5, 110, 175.1, § 7, 175.7, § 2, 175.18, § 2, 175.19, 179, 180, § 6, 182 et 200 du même Code, remplacer les mots "Conseil régional wallon" par les mots "Parlement wallon".

Art. 3. Insérer, dans le même Code, un article 97bis rédigé comme suit :

« Art. 97bis. L'administration du cadastre, de l'enregistrement et du domaine a la qualité pour conférer l'authenticité à tout acte relatif à l'organisation ou à l'administration de la société. »

Art. 4. A l'article 105 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 1^{er}, insérer les mots "assisté d'un directeur général adjoint" après les mots "par un directeur général";
2. à l'alinéa 2, remplacer les mots "est désigné" par les mots "et le directeur général adjoint sont désignés".

Art. 5. A l'article 106 du même Code, insérer les mots "et de directeur général adjoint" après les mots "de directeur général" et remplacer les mots "est incompatible" par les mots "sont incompatibles".

Art. 6. A l'article 107 du même Code, insérer les mots "et le directeur général adjoint" après les mots "le directeur général".

Aux points 1^o, 2^o et 3^o du même article, remplacer le mot "exécute" par le mot "exécutent", le mot "assure" par le mot "assurent" et le mot "exerce" par le mot "exercent".

Art. 7. A l'article 129 du même Code, supprimer les mots "de commissaire visées à l'article 166".

Art. 8. A l'article 138 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1. le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Un représentant d'une personne morale de droit public ne peut représenter des parts détenues par des personnes morales de droit privé ou exercer un droit de vote sur les parts qu'il détient en tant que personne de droit privé ».

2. au § 2, supprimer les mots "ou une personne morale de droit public visée à l'article 139, alinéa 1^{er}".

Art. 9. A l'article 147 du même Code, insérer un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'Administration du cadastre, de l'enregistrement et du domaine a la qualité pour conférer l'authenticité à tout acte relatif à l'organisation ou à l'administration des sociétés. »

Art. 10. Aux articles 146, 148 et 151 du même Code, remplacer les mots "aide sociale" par les mots "action sociale".

Art. 11. Insérer, dans le même Code, un article 148quinquies rédigé comme suit :

« Art. 148quinquies. Les administrateurs ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux.

Le mariage ou la cohabitation légale survenu ultérieurement entre membres du conseil d'administration entraîne de plein droit la fin du mandat du membre le plus jeune. »

Art. 12. A l'article 150 du même Code, insérer, après l'alinéa 1^{er}, les alinéas suivants :

« La qualité de directeur-gérant d'une société est incompatible avec les qualités de bourgmestre, d'échevin et de président du centre public d'action sociale ou de député provincial d'une commune ou d'une province sociétaires.

La qualité de membre d'un comité d'attribution visé à l'article 148ter du Code est incompatible avec les qualités de membre d'un conseil communal, d'un conseil provincial ou d'un conseil de l'action sociale, de membre du parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté. Le comité d'attribution peut être composé de membres externes au conseil d'administration, désignés par celui-ci. »

Art. 13. A l'article 152quater, alinéa 1^{er}, première phrase, du même Code, ajouter les mots "ou de membre de comité d'attribution".

Art. 14. Insérer, dans le même Code, un article 152quinquies rédigé comme suit :

« Art. 152quinquies. Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement des organes de gestion, portant sur le règlement d'ordre intérieur à adopter, les modalités de délibération, la délégation de la gestion journalière, la publication des pouvoirs ainsi que les modalités d'évaluation du fonctionnement des organes de gestion.

Un commissaire-réviseur, chargé du contrôle de la comptabilité et des comptes annuels, est désigné auprès de chaque société. »

Art. 15. L'article 161, § 2, du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Le montant de la rétribution réclamé pour la communication de la liste des marchés passés par les sociétés est fixé par le Gouvernement. Ce montant ne peut être supérieur au prix coûtant. »

Art. 16. Au titre III, chapitre 2, section 3, sous-section 2, du même Code, remplacer les articles 166 à 169bis par les dispositions suivantes :

« Art. 166. § 1^{er}. Un commissaire est chargé, auprès d'une ou de plusieurs sociétés, de veiller au respect :

1° de la régularité des procédures et des actes posés par la société;

2° des procédures et des conditions d'attribution de logements;

3° de l'engagement et de la vérification des dépenses visées à l'article 159bis du Code;

4° de la conformité des décisions des organes d'administration et de contrôle avec la loi, le décret, les arrêtés, les statuts, le règlement d'ordre intérieur et l'intérêt général.

§ 2. Le commissaire est un agent de la Société wallonne du Logement, désigné par le Gouvernement, sur la proposition de cette dernière. La proposition est faite sur la base d'une sélection de candidats réalisée par un jury, comprenant des experts extérieurs, selon des modalités fixées par le Gouvernement.

La Société wallonne du Logement décide de l'affectation du commissaire.

§ 3. Le commissaire ne peut exercer sa fonction auprès des mêmes sociétés pour une durée de plus de cinq ans consécutifs.

§ 4. La fonction de commissaire est incompatible avec celles de président, d'administrateur, de directeur-gérant, de membre du personnel d'une société, et avec la qualité de locataire de la société. Elle est également incompatible avec la qualité de membre d'un collège ou d'un conseil communal, provincial ou de l'action sociale d'une commune ou d'une province sociétaires. D'autres causes d'incompatibilité avec la fonction de commissaire peuvent être fixées par le Gouvernement.

§ 5. Il est interdit au commissaire d'être présent aux délibérations relatives à des objets à propos desquels il a un intérêt personnel et direct, ou à propos desquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Il en informe immédiatement la Société wallonne du Logement qui se fait délivrer l'extrait du procès-verbal relatif à ces délibérations.

§ 6. Sur la proposition de la Société wallonne du Logement, le Gouvernement fixe :

— les conditions d'aptitude requises pour l'exercice de la fonction de commissaire;

— le régime administratif et pécuniaire attaché à la fonction;

— les conditions de recrutement qui comportent la réussite d'un examen;

— les processus de formation;

— les règles de l'évaluation liée à la fonction de commissaire basée sur le rapport annuel visé à l'article 167;

— les modalités d'interdiction d'exercer un mandat ou d'occuper un emploi dans une société auprès de laquelle la fonction de commissaire a été remplie.

§ 7. La désignation du commissaire ne sort ses effets qu'après la signature du Code d'éthique et de déontologie visé à l'article 148bis du Code.

Art. 167. § 1^{er}. La société convoque le commissaire à toutes les réunions de ses organes d'administration, de gestion et de contrôle.

§ 2. Le commissaire dispose des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission. Il prend connaissance de toute pièce utile à l'exercice de sa mission.

§ 3. Tout rapport établi par un commissaire sur une société est adressé également à celle-ci.

§ 4. Trimestriellement, la Société wallonne du Logement fait rapport au Gouvernement sur l'exercice de la mission des commissaires, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

La Société wallonne du Logement établit un rapport annuel portant sur l'évaluation du commissaire. Le Gouvernement fixe la forme de ce rapport.

Art. 168. § 1^{er}. Le commissaire assiste avec voix consultative aux réunions et dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime irrégulière, contraire à la loi, aux décrets, aux arrêtés, aux statuts, au règlement d'ordre intérieur et à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où la décision lui a été notifiée par la société par lettre recommandée.

§ 2. Pour tous les cas non visés au § 1^{er} du présent article, le commissaire peut suspendre une décision de la société qu'il estime irrégulière, contraire à la loi, aux décrets, aux arrêtés, aux statuts, au règlement d'ordre intérieur et à l'intérêt général. Il dispose d'un délai de quatre jours francs pour suspendre la décision. Ce délai court à partir du jour de la décision ou du jour où il en a connaissance.

§ 3. Si, dans un délai de vingt jours, prenant cours le même jour que le délai prévu aux §§ 1^{er} et 2, la Société wallonne du Logement, saisie du recours ou de la décision du commissaire de suspendre la décision, n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive.

§ 4. La Société wallonne du Logement notifie immédiatement sa décision motivée à la société par lettre recommandée à la poste.

Art. 169. La Société wallonne du Logement ou, à défaut, le Gouvernement peut à tout moment mettre fin au congé pour mission ou au changement d'affectation de l'agent exerçant la fonction de commissaire ou mettre fin au contrat de travail de la personne exerçant la fonction de commissaire en cas d'inconduite notoire, de négligence grave ou s'il est, au cours d'une même année, absent, sans justification, à plus de trois réunions des organes de gestion et de contrôle de la société régulièrement convoqués et auxquelles sa présence est requise.

Les manquements aux obligations du commissaire constituent une négligence grave au sens de l'alinéa précédent.

La Société wallonne du Logement ou le Gouvernement entend préalablement le commissaire. »

Art. 17. A l'article 171*bis*, § 2, du même Code, insérer un premier tiret, rédigé comme suit :

« — d'un magistrat effectif ou honoraire, désigné par le Gouvernement, assurant la présidence; ».

Art. 18. A l'article 174 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1. au § 1^{er}, 2^o, remplacer les mots "d'une sanction visée aux 3^o à 7^o" par les mots "d'une sanction visée aux 2^o*bis* à 7^o".

Insérer, au même paragraphe, un point 2^o*bis* rédigé comme suit :

« 2^o*bis* d'un pouvoir d'annulation par le commissaire visé à l'article 166 de toute décision prise par la société.

Le Gouvernement fixe, sur la proposition de la Société wallonne du Logement, les modalités et l'étendue du pouvoir du commissaire. Il prend sa décision dans un délai de trente jours francs à dater de la notification de cette proposition. A l'expiration de ce délai, la proposition de la Société wallonne du Logement est réputée refusée; »;

2.° Au § 4, insérer *in limine* le texte suivant :

« Lorsque le commissaire a connaissance du non-respect, par la société, des dispositions du présent Code, de ses arrêtés d'exécution et des règlements pris en exécution de ceux-ci, il en informe immédiatement la Société wallonne du Logement et le Gouvernement. La Société wallonne du Logement en informe immédiatement son conseil d'administration. »

Art. 19. Insérer, dans le même Code, un nouvel article 177.3, rédigé comme suit :

« Art. 177.3. Le Gouvernement fixe les critères et les conditions justifiant la mise sous plan de régularisation d'un guichet en cas de non-respect des normes de gestion et de fonctionnement.

Le guichet qui rencontre les critères et les conditions visés à l'alinéa 1^{er} est tenu d'arrêter un plan de régularisation qui reçoit l'approbation de la Société et d'exécuter ce plan de régularisation.

A défaut pour le guichet d'avoir arrêté un plan de régularisation qui ait reçu l'approbation de la Société dans les délais fixés par le Gouvernement, la société peut élaborer un plan de régularisation que le guichet est tenu d'exécuter. »

Art. 20. L'article 15 du présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 novembre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon, 471(2006-2007), n^{os} 1 à 13.

Compte rendu intégral, séance publique du 22 novembre 2006.

Discussion. Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4962

[2006/203940]

23. NOVEMBER 2006 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In den Artikeln 12, 13 und 187 § 3 des Wallonischen Wohngesetzbuches werden die Wörter "Bürgermeister- und Schöffenkollegium" durch "Gemeindekollegium" ersetzt.

Art. 2 - In den Artikeln 86, § 6, 103, § 3, 109, § 5, 110, 175.1, § 7, 175.7, § 2, 175.18, § 2, 175.19, 179, 180, § 6, 182 und 200 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Wallonischer Regionalrat" durch "Wallonisches Parlament" ersetzt.

Art. 3 - Es wird ein Artikel 97*bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 97*bis* - Die Kataster-, Einregistrierungs- und Domänenverwaltung ist dazu befugt, jedem Akt bezüglich der Organisation oder Verwaltung der Gesellschaft Echtheit zu verleihen.»

Art. 4 - Artikel 105 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen abgeändert:

1. in Absatz 1 wird das Wort "Generaldirektor" durch den Ausdruck "Generaldirektor, der von einem beigeordneten Generaldirektor unterstützt wird," ersetzt;

2. in Absatz 2 wird der Wortlaut "Der Generaldirektor wird von der Regierung ernannt" durch den Wortlaut "Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor werden von der Regierung ernannt" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 106 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "das Amt eines Generaldirektors" durch den Wortlaut "das Amt eines Generaldirektors oder eines beigeordneten Generaldirektors" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 107 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "übt der Generaldirektor" durch "üben der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor" ersetzt.

Unter den Nummern 1^o, 2^o und 3^o desselben Artikels werden die Wörter "führt", "gewährleistet" und "übt" jeweils durch die Wörter "führen", "gewährleisten" und "üben" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 129 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "als Kommissar im Sinne von Artikel 166" gestrichen.

Art. 8 - Artikel 138 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen abgeändert:

1. Der Paragraph 1 wird mit folgendem Absatz ergänzt:

"Ein Vertreter einer juristischen Person öffentlichen Rechts darf keine Anteile vertreten, die im Besitz von juristischen Personen privaten Rechts sind, oder ein Stimmrecht für die Anteile ausüben, die er als privatrechtliche Person besitzt";

2. in § 2 wird der Wortlaut "oder von einer in Artikel 139, Absatz 1 erwähnten juristischen Person öffentlichen Rechts" gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 147 desselben Gesetzbuches wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3 - Die Kataster-, Einregistrierungs- und Domänenverwaltung ist dazu befugt, jedem Akt bezüglich der Organisation oder Verwaltung der Gesellschaften Echtheit zu verleihen.»

Art. 10 - In den Artikeln 146, 148 und 151 desselben Gesetzbuches wird in der französischen Fassung der Wortlaut "aide sociale" durch "action sociale" ersetzt.

Art. 11 - Es wird ein Artikel 148*quinquies* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 148*quinquies*. - Die Verwalter dürfen keine Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad einschließlich sein, nicht miteinander verheiratet sein oder keine gesetzlich zusammenwohnenden Partner sein.

Falls Mitglieder des Verwaltungsrats nachträglich heiraten oder gesetzlich zusammenwohnende Partner werden, so wird das Mandat des jüngeren Mitglieds von Rechts wegen beendet.»

Art. 12 - In Artikel 150 desselben Gesetzbuches werden nach Absatz 1 die folgenden Absätze eingefügt:

«Die Eigenschaft als geschäftsführender Direktor einer Gesellschaft ist unvereinbar mit der Eigenschaft eines Bürgermeisters, Schöffen, Vorsitzenden eines Sozialhilfezentrums oder Provinzialabgeordneten einer Gemeinde oder Provinz, die Mitglied der Gesellschaft sind.

Die Eigenschaft als Mitglied eines Ausschusses für die Zuteilung der Wohnungen im Sinne von Artikel 148*ter* des Gesetzbuches ist nicht vereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied eines Gemeinderates, eines Provinzialrates oder eines Sozialhilferates, des Europäischen Parlaments, der föderalen gesetzgebenden Kammern oder eines Region- oder Gemeinschaftsparlaments. Der Ausschuss für die Zuteilung der Wohnungen kann sich aus dem Verwaltungsrat nicht angehörenden Mitgliedern zusammensetzen, die vom Verwaltungsrat benannt werden.»

Art. 13 - In Artikel 152*quater*, Absatz 1 erster Satz wird der Wortlaut "eines Verwalters" durch den Wortlaut "eines Verwalters oder eines Mitglieds des Ausschusses für die Zuteilung der Wohnungen" ersetzt.

Art. 14 - Es wird ein Artikel 152*quinquies* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 152*quinquies* - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Arbeitsweise der Verwaltungsorgane, was die zu genehmigende Geschäftsordnung, das Beschlussfassungsverfahren, die Erteilung von Vollmachten für die tägliche Geschäftsführung, die Veröffentlichung der Befugnisse sowie die Bestimmungen in Zusammenhang mit der Bewertung der Arbeitsweise der Verwaltungsorgane angeht.

Ein mit der Prüfung der Buchführung und des Jahresabschlusses beauftragter Kommissar-Revisor wird bei jeder Gesellschaft bestellt.»

Art. 15 - Artikel 161 § 2 desselben Gesetzbuches wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Der Betrag des Entgelts, das für die Mitteilung der Liste der von den Gesellschaften erteilten Aufträge gefragt wird, wird von der Regierung festgelegt. Dieser Betrag darf den Kostpreis nicht übersteigen.»

Art. 16 - In Titel III, Kapitel 2 Abschnitt 3 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches werden die Artikeln 166 bis 169*bis* durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 166 - § 1 - Ein Kommissar wird bei einer oder mehreren Gesellschaften mit der Kontrolle der Einhaltung folgender Grundsätze beauftragt:

- 1° die Ordnungsgemäßheit der Verfahren und Akte, die von der Gesellschaft durchgeführt werden;
- 2° die Verfahren und Bedingungen für die Zuteilung von Wohnungen;
- 3° das Eingehen und die Prüfung der Ausgaben im Sinne von Artikel 159*bis* des Gesetzbuches;
- 4° die Übereinstimmung der Beschlüsse der Verwaltungs- und Kontrollorgane mit den Gesetzen, Dekreten, Erlassen, Satzungen, mit der Geschäftsordnung und dem Gemeinwohl.

§ 2 - Bei dem Kommissar handelt es sich um einen Bediensteten der "Société wallonne du Logement", der auf Vorschlag letzterer von der Regierung bestimmt wird. Der Vorschlag wird auf der Grundlage einer von einer Jury, der außenstehende Sachverständige angehören, vorgenommenen Kandidatenauswahl nach von der Regierung festgelegten Modalitäten gemacht.

Die "Société wallonne du Logement" entscheidet über die Zuweisung des Kommissars.

§ 3 - Der Kommissar darf sein Amt nicht mehr als fünf aufeinanderfolgende Jahre bei denselben Gesellschaften ausüben.

§ 4 - Das Amt des Kommissars ist nicht vereinbar mit dem Amt eines Präsidenten, Verwalters, geschäftsführenden Direktors, Personalmitglieds einer Gesellschaft oder der Eigenschaft als Mieter der Gesellschaft. Es ist ebenfalls nicht vereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied eines Gemeinde-, Provinzial-, oder Sozialhilfekollegiums oder -rates einer Gemeinde oder Provinz, die Mitglied der Gesellschaft sind. Andere Gründe der Unvereinbarkeit mit dem Amt als Kommissar können von der Regierung festgelegt werden.

§ 5 - Es ist dem Kommissar untersagt, an den Beratungen über Angelegenheiten teilzunehmen, an denen er ein persönliches und unmittelbares Interesse hat, oder an denen seine Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich ein persönliches und unmittelbares Interesse haben. Er teilt diese Umstände unverzüglich der "Société wallonne du Logement" mit, die eine Übermittlung des Protokollauszugs zu diesen Beratungen verlangt.

§ 6. Auf Vorschlag der "Société wallonne du Logement" bestimmt die Regierung:

- die erforderlichen Fähigkeiten, um das Amt als Kommissar ausüben zu können;
- die verwaltungs- und besoldungsmäßige Regelung, die mit diesem Amt verbunden ist;
- die Anwerbungsbedingungen, die das Bestehen einer Prüfung beinhalten;
- die Ausbildungsverfahren;
- die Regeln für die Bewertung in Zusammenhang mit dem Amt des Kommissars auf Grundlage des jährlichen Berichts nach Artikel 167;
- die Bestimmungen für das Verbot, innerhalb einer Gesellschaft, bei der das Amt des Kommissars erfüllt worden ist, ein Mandat auszuüben oder eine Stelle zu besetzen.

§ 7 - Die Benennung des Kommissars wird erst wirksam, nachdem der Ethik- und Deontologiekodex im Sinne von Artikel 148*bis* des Gesetzbuches unterschrieben worden ist.

Art. 167 - § 1 - Die Gesellschaft lädt den Kommissar zu allen Versammlungen ihrer Verwaltungs-, Geschäftsführungs- und Kontrollorgane.

§ 2 - Der Kommissar verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Ausführung seiner Aufgabe. Er nimmt Kenntnis von jeder für die Ausführung seiner Aufgabe nützlichen Unterlage.

§ 3 - Jeder von einem Kommissar verfasste Bericht über eine Gesellschaft wird ebenfalls letzterer übermittelt.

§ 4 - Die "Société wallonne du Logement" erstattet der Regierung quartalsweise Bericht über die Amtsausübung der Kommissare, nach von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Die "Société wallonne du Logement" erstellt einen jährlichen Bericht über die Bewertung des Kommissars. Die Regierung bestimmt die Form dieses Berichts.

Art. 168 - § 1 - Der Kommissar wohnt den Versammlungen mit beratender Stimme bei und verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um gegen die Ausführung jedes Beschlusses Einspruch zu erheben, den er als unrechtmäßig, im Gegensatz zum Gesetz, zu den Dekreten, zu den Erlassen, zu den Satzungen, zur Dienstordnung und zum Interesse der Allgemeinheit betrachtet. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, während deren der Beschluss gefasst worden ist, sofern der Kommissar ordnungsgemäß geladen wurde, oder im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem ihm der Beschluss von der Gesellschaft per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt worden ist.

§ 2 - Für alle Fälle, die nicht in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnt sind, kann der Kommissar einen Beschluss der Gesellschaft aufheben, den er als unrechtmäßig oder im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Erlassen, zu den Satzungen, zur Dienstordnung und zum Interesse der Allgemeinheit betrachtet. Er verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um den Beschluss aufzuheben. Diese Frist läuft ab dem Tag des Beschlusses oder ab dem Tag, an dem er Kenntnis davon bekommen hat.

§ 3 - Falls innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen, die am selben Tag anfängt wie die in §§ 1 und 2 vorgesehene Frist, die "Société wallonne du Logement", bei der der Einspruch oder der Beschluss des Kommissars zur Aufhebung des Beschlusses eingelegt wurde, die Nichtigerklärung nicht ausgesprochen hat, wird der Beschluss endgültig.

§ 4 - Die "Société wallonne du Logement" teilt der Gesellschaft ihren begründeten Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief unverzüglich mit.

Art. 169 - Die "Société wallonne du Logement" oder, mangels deren, die Regierung kann zu jeder Zeit dem Missionsurlaub oder der Änderung der Dienststelle des Bediensteten, der das Amt des Kommissars ausübt, ein Ende setzen oder den Arbeitsvertrag der Person, die das Amt des Kommissars ausübt, kündigen, und zwar im Falle eines notorischen Fehlverhaltens oder einer groben Nachlässigkeit seitens des Kommissars oder falls er im Laufe desselben Jahres bei mehr als drei Versammlungen der Geschäftsführungs- und Kontrollorgane der Gesellschaft, zu denen er ordnungsgemäß einberufen worden war und bei denen seine Anwesenheit erforderlich war, ohne Begründung abwesend ist.

Die Nichtbeachtung der Verpflichtungen des Kommissars bilden eine grobe Nachlässigkeit im Sinne des vorigen Absatzes.

Die "Société wallonne du Logement" oder die Regierung hört zuvor den Kommissar an.»

Art. 17 - In Artikel 171*bis* § 2 desselben Gesetzbuches wird ein erster Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"— einem von der Regierung bestimmten ordentlichen oder Honorarmagistraten, der den Vorsitz gewährleistet;".

Art. 18 - In Artikel 174 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. in § 1 2° wird der Wortlaut "unter den Punkten 3° bis 7°" durch den Wortlaut "unter den Punkten 2° bis 7°" ersetzt.

Es wird eine Nummer 2°*bis* mit folgendem Wortlaut in denselben Paragraphen eingefügt:

«2°*bis* - einer Befugnis der Nichtigerklärung jeder von der Gesellschaft getroffenen Entscheidung durch den Kommissar.

Auf Vorschlag der "Société wallonne du Logement" bestimmt die Regierung die Modalitäten und den Umfang der Befugnisse des Kommissars. Sie fasst ihren Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig vollen Tagen ab der Zustellung dieses Vorschlags. Am Ablauf dieser Frist gilt der Vorschlag der "Société wallonne du Logement" als abgelehnt;»

2.° In § 4 wird *in limine* der folgende Text eingefügt:

«Wenn der Kommissar davon Kenntnis hat, dass die Gesellschaft die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches, dessen Ausführungserlasse oder der in Ausführung dieser Bestimmungen getroffenen Regelungen nicht einhält, informiert er unverzüglich die "Société wallonne du Logement" und die Regierung. Die "Société wallonne du Logement" informiert unmittelbar ihren Verwaltungsrat darüber.»

Art. 19. Es wird ein neuer Artikel 177.3 mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 177.3. - Die Regierung bestimmt die Kriterien und die Bedingungen, die die Auferlegung eines Berichtigungsplans für einen Schalter bei der Nichtbeachtung der Verwaltungs- und Betriebsnormen rechtfertigen.

Der Schalter, der den in Absatz 1 angeführten Kriterien und Bedingungen genügt, ist verpflichtet, einen Berichtigungsplan zu erstellen, der die Genehmigung der Gesellschaft erhält, und diesen Berichtigungsplan durchzuführen.

Wenn der Schalter innerhalb der von der Regierung festgesetzten Fristen keinen von der Gesellschaft genehmigten Berichtigungsplan erstellt hat, kann die Gesellschaft einen Berichtigungsplan erstellen, den der Schalter ausführen muss.»

Art. 20 - Der Artikel 15 des vorliegenden Dekrets tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. November 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2006-2007

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 471(2006-2007), Nrn. 1 bis 13

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 22. November 2006

Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4962

[2006/203940]

23 NOVEMBER 2006. — Decreet tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de artikelen 12, 13 en 187, § 3, van de Waalse Huisvestingscode worden de woorden "college van burgemeester en schepenen" vervangen door de woorden "gemeentecollege".

Art. 2. In de artikelen 86, § 6, 103, § 3, 109, § 5, 110, 175.1, § 7, 175.7, § 2, 175.18, § 2, 175.19, 179, 180, § 6, 182 en 200 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de woorden "het Waalse Parlement".

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 97bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 97bis. De Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen heeft de hoedanigheid om elke akte in verband met de organisatie of het bestuur van de "Société" te authenticiseren. »

Art. 4. In artikel 105 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in lid 1 worden de woorden "bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal" ingevoegd na de woorden "door een directeur-generaal";

2. in lid 2 worden de woorden "en de adjunct-directeur-generaal" ingevoegd na de woorden "de directeur-generaal".

Art. 5. In artikel 106 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en het ambt van adjunct-directeur-generaal" ingevoegd na de woorden "directeur-generaal" en worden de woorden "is onverenigbaar met" vervangen door de woorden "zijn onverenigbaar met".

Art. 6. In artikel 107 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en de adjunct-directeur-generaal" ingevoegd na de woorden "de directeur-generaal";

In de punten 1^o, 2^o en 3^o van hetzelfde artikel, in de Franse versie, wordt het woord "exécute" vervangen door het woord "exécutent" en het woord "exerce" door het woord "exercent".

Art. 7. In artikel 129 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van commissaris als bedoeld in artikel 166" geschrapt.

Art. 8. In artikel 138 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« Een vertegenwoordiger van een publiekrechtelijke rechtspersoon kan geen deelbewijzen vertegenwoordigen die in handen zijn van privaatrechtelijke rechtspersonen of een stemrecht uitoefenen op de deelbewijzen die hij als privé-persoon in handen heeft. »;

2. in § 2 worden de woorden "of die bedoeld is in artikel 139, lid 1" geschrapt.

Art. 9. In artikel 147 van hetzelfde Wetboek wordt er een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen heeft de hoedanigheid om elke akte in verband met de organisatie of het bestuur van de maatschappij te authenticiseren. »

Art. 10. In de artikelen 146, 148 en 151 van hetzelfde Wetboek, in de Franse versie, worden de woorden "aide sociale" vervangen door de woorden "action sociale".

Art. 11. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 148quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 148quinquies. De bestuurders mogen geen bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad zijn, noch door het huwelijk verbonden of wettelijk samenwonenden zijn.

Het huwelijk of het wettelijk samenwonen dat later tot stand komt tussen leden van de raad van bestuur houdt van rechtswege de beëindiging van het mandaat van het jongste lid in. »

Art. 12. In artikel 150 van hetzelfde Wetboek worden na lid 1 volgende leden ingevoegd :

« De hoedanigheid van directeur-zaakvoerder van een maatschappij is onverenigbaar met de hoedanigheid van burgemeester, schepenen en voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van provinciaal gedeputeerde van een gemeente of een provincie die vennoot zijn.

De hoedanigheid van lid van een toewijzingscomité bedoeld in artikel 148ter van het Wetboek is onverenigbaar met de hoedanigheid van gemeenteraadslid, provincieraadslid, lid van een raad voor maatschappelijk welzijn, lid van het Europees Parlement, de federale wetgevende Kamers of een Gewest- of Gemeenschapsparlament. Het toewijzingscomité kan bestaan uit door de raad van bestuur aangewezen leden die niet deel uitmaken van laatstgenoemde. »

Art. 13. In artikel 152quater, lid 1, eerste volzin, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of van het ambt van lid van het toewijzingscomité" ingevoegd na "bestuurdersambt".

Art. 14. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 152quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 152quinquies. De Regering bepaalt de werkingswijze van de beheersorganen met betrekking tot het aan nemen huishoudelijk reglement, de wijze van beraadslaging, de overdracht van het dagelijks bestuur, de bekendmaking van de bevoegdheden en de wijze van evaluatie van de werking van de beheersorganen.

Er wordt bij elke maatschappij een commissaris-revisor aangewezen, belast met de controle op de boekhouding en de jaarrekeningen. »

Art. 15. Artikel 161, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

« Het bedrag dat als vergoeding wordt gevraagd voor de mededeling van de lijst van de overheidsopdrachten door de maatschappijen wordt door de Regering vastgesteld. Dat bedrag mag niet hoger zijn dan de kostprijs. »

Art. 16. In titel III, hoofdstuk 2, afdeling 3, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek worden de artikelen 166 tot en met 169*bis* vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 166. § 1. Er wordt bij één of meerdere vennootschappen een commissaris belast met het toezicht op de naleving van :

- 1° de regelmatigheid van de procedures en de handelingen die de maatschappij verricht;
- 2° de procedures en de voorwaarden voor de toekenning van woningen;
- 3° het vastleggen en de verificatie van de uitgaven bedoeld in artikel 159*bis* van het Wetboek;
- 4° de overeenstemming van beslissingen van de bestuurs- en controleorganen met de wet, het decreet, de besluiten, de statuten, het huishoudelijk reglement en het algemeen belang.

§ 2. De commissaris is een personeelslid van de "Société wallonne du Logement", aangewezen door de Regering op de voordracht van laatstgenoemde. De voordracht komt tot stand op grond van een selectie van kandidaten door een jury bestaande uit externe deskundigen, op de wijze vastgesteld door de Regering.

De "Société wallonne du Logement" beslist over de aanstelling van de commissaris.

§ 3. De commissaris kan zijn ambt niet langer dan vijf opeenvolgende jaren bij dezelfde maatschappijen uitoefenen.

§ 4. Het ambt van commissaris is onverenigbaar met dat van voorzitter, bestuurder of directeur-zaakvoerder, personeelslid van een maatschappij en met de hoedanigheid van huurder van de maatschappij. Het is eveneens onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van een provincie- of gemeentecollege of -raad, of raad van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente of provincie die vennoot zijn. Andere onverenigbaarheidsgronden met het ambt van commissaris kunnen door de Regering bepaald worden.

§ 5. Het is de commissaris verboden aanwezig te zijn op beraadslagingen over aangelegenheden waarbij hijzelf of zijn bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben. Hij licht er de "Société wallonne du Logement" onmiddellijk over in, die zich het uittreksel van de notulen van die beraadslagingen laat overmaken.

§ 6. Op voorstel van de "Société wallonne du Logement" van 29 augustus 2006 bepaalt de Regering het volgende :

- de geschiktheidsvoorwaarden die vereist zijn voor de uitoefening van het ambt van commissaris;
- de bestuurs- en bezoldigingsregeling die aan dat ambt verbonden is;
- de wervingsvoorwaarden, w.o. het slagen voor een examen;
- de opleidingscyclus;
- de evaluatieregels verbonden aan het ambt van commissaris, gegrond op het jaarverslag bedoeld in artikel 167;
- de wijze waarop het verbod is vastgesteld tot uitoefening van een mandaat of tot het bekleden van een betrekking in een maatschappij waarbij het ambt van commissaris is vervuld.

§ 7. De aanwijzing van de commissaris heeft enkel gevolg na ondertekening van de ethische en deontologische Code bedoeld in artikel 148*bis* van het Wetboek.

Art. 167. § 1. De maatschappij roept de commissaris op voor alle vergaderingen van haar bestuurs-, beheers- en controleorganen.

§ 2. De commissaris beschikt over de ruimste bevoegdheden voor het vervullen van zijn opdracht. Hij neemt kennis van elk stuk dat nuttig is voor de uitoefening van zijn opdracht.

§ 3. Elk verslag, opgesteld door een commissaris over een maatschappij, wordt eveneens aan laatstgenoemde gericht.

§ 4. Elk kwartaal brengt de "Société wallonne du Logement" verslag uit aan de Regering over de uitoefening van de opdracht van de commissarissen, op de wijze vastgesteld door de Regering.

De "Société wallonne du Logement" stelt een jaarverslag op met betrekking tot de evaluatie van de commissaris. De vorm van dit verslag wordt door de Regering bepaald.

Art. 168. § 1. De commissaris woont de vergaderingen bij met raadgevende stem en beschikt over een termijn van vier volle dagen om beroep in te stellen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij acht in strijd te zijn met de wet, de decreten, de besluiten, de statuten, het huishoudelijk reglement en het algemeen belang. Het beroep heeft schorsende kracht.

Deze termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing wordt genomen, voor zover de commissaris regelmatig is opgeroepen en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop de maatschappij hem haar beslissing bij aangetekend schrijven heeft meegedeeld.

§ 2. Voor alle gevallen die niet bedoeld zijn in § 1 van dit artikel kan de commissaris een beslissing opschorten van de maatschappij die hij acht in strijd te zijn met de wet, de decreten, de besluiten, de statuten, het huishoudelijk reglement en het algemeen belang. Hij beschikt over een termijn van vier volle dagen om de beslissing op te schorten. Die termijn gaat in vanaf de dag van de beslissing of de dag waarop hij er kennis van heeft.

§ 3. De beslissing wordt definitief als de "Société wallonne du logement", bij wie het beroep is ingesteld of de beslissing van de commissaris aangevochten wordt, de nietigverklaring niet uitspreekt binnen een termijn van twintig dagen, die begint te lopen op dezelfde dag als de termijn bedoeld in §§ 1 en 2.

§ 4. De "Société wallonne du logement" deelt haar met redenen omklede beslissing onmiddellijk bij ter post aangetekend schrijven mee aan de maatschappij.

Art. 169. De "Société wallonne du Logement" of, bij ontstentenis, de Regering kan te allen tijde het verlof wegens dienststopdracht of de wijziging van aanstelling beëindigen van het personeelslid dat het ambt van commissaris uitoefent of de arbeidsovereenkomst beëindigen van de persoon die het ambt van commissaris uitoefent in geval van kennelijk wangedrag, ernstige nalatigheid of indien hij in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig blijft van meer dan drie regelmatig bijeengeroepen vergaderingen van de beheers- en controleorganen van de maatschappij waarbij zijn aanwezigheid vereist is.

Het niet-nakomen van zijn verplichtingen door de commissaris maakt een ernstige nalatigheid uit in de zin van vorig lid.

De "Société wallonne du Logement" of de Regering hoort vooraf de commissaris. »

Art. 17. In artikel 171bis, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt er een eerste streepje ingevoegd, luidend als volgt :

« — een werkend of eremagistraat, aangewezen door de Regering, die het voorzitterschap waarneemt; ».

Art. 18. In artikel 174 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1, 2°, worden de woorden "een sanctie opgelegd zoals bedoeld onder 3° tot en met 7°" vervangen door de woorden "een sanctie opgelegd zoals bedoeld onder 2°bis tot en met 7°".

In dezelfde paragraaf wordt er een punt 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis. Elke beslissing die zij getroffen heeft, nietig verklaard zien door de commissaris bedoeld in artikel 166.

De Regering bepaalt op voorstel van de "Société wallonne du Logement" de modaliteiten en de draagwijdte van de bevoegdheden van de commissaris. Zij treft haar beslissing binnen een termijn van dertig volle dagen te rekenen van de kennisgeving van dat voorstel. Bij het verstrijken van die termijn wordt het voorstel van de "Société wallonne du Logement" geacht geweigerd te zijn; »;

2. in § 4 wordt *in limine* volgende tekst ingevoegd :

« Indien de commissaris kennis heeft van de niet-naleving door de maatschappij van de bepalingen van dit Wetboek, de uitvoeringsbesluiten ervan en de reglementen die er ter uitvoering van genomen worden, licht hij er onmiddellijk de "Société wallonne du Logement" en de Regering over in. De "Société wallonne du logement" licht er onmiddellijk haar raad van bestuur over in. »

Art. 19. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 177.3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 177.3. De Regering bepaalt de criteria en de voorwaarden die het onder regularisatieplan stellen van een loket verantwoordt bij niet-naleving van de beheers- en werkingsnormen.

Het loket dat tegemoet komt aan de criteria en voorwaarden bedoeld in lid 1 is ertoe gehouden een regularisatieplan op te stellen dat de goedkeuring van de "Société" behoeft en dat regularisatieplan uit te voeren.

Indien het loket geen regularisatieplan bepaald heeft dat de goedkeuring van de "Société" gekregen heeft binnen de door de Regering vastgestelde termijn, kan de "Société" een regularisatieplan uitwerken dat het loket verplicht is uit te voeren. »

Art. 20. Artikel 15 van dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 november 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
M.DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waalse Parlement, 471 (2006-2007), nrs. 1 tot en met 13.

Volledig verslag, openbare vergadering van 22 november 2006.

Bespreking. Stemmingen.